



Arrêt

n° 295 251 du 10 octobre 2023
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. BODSON
Rue Fabry 13
4000 LIÈGE

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 2 octobre 2023 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 25 septembre 2023.

Vu les articles 39/77/1 et 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 3 octobre 2023 convoquant les parties à l'audience du 5 octobre 2023.

Entendu, en son rapport, C. CLAES, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me A. HAEGEMAN *loco* Me F. BODSON, avocat, et I. MINICUCCI, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure de protection internationale, prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité congolaise (République démocratique du Congo, RDC), vous êtes originaire du Kasai oriental et de religion catholique. Vous n'avez aucune activité politique ou associative.

Vous quittez le pays le 20 janvier 2015, par avion avec votre propre passeport. Vous arrivez en Belgique le 28 octobre 2015 et vous introduisez une première demande de protection le 5 novembre 2015.

A l'appui de cette demande, vous avez invoqué les faits suivants. Vous dites être homosexuel depuis votre adolescence. Vous avez eu une première relation homosexuelle en 2007 avec [Y.M.], qui a duré peu de temps. En mars 2014, vous entamez une relation avec [B.W.]. En juin 2014, alors que vous êtes avec votre copain près de la frontière avec le Congo-Brazzaville, vous êtes surpris par deux policiers, qui vous emmènent dans une maison abandonnée où ils vous violent. Le 27 décembre 2014, vous faites l'amour avec votre copain dans le salon de sa maison familiale, pendant que sa famille est à une fête familiale. Vous êtes surpris par sa grande soeur qui alerte tout le quartier. Vous êtes alors battu par les gens du quartier et ensuite secouru par la police qui vous amène dans un sous-commissariat dans la commune de Limete. Le 29 décembre 2014, le père de votre copain vient vous menacer en prison. Le 30 décembre 2014, la famille de votre copain vient vous annoncer la mort de sa mère et vous menace. Le 31 décembre 2014, le policier qui vous avait déjà surpris en juin vient vous voir et dit à ses collègues qu'il vous connaît. Le soir vers 22h, il revient vous dire qu'il peut vous aider et qu'il a envie de vous faire l'amour. Vous refusez et il vous viole avec un de ses amis. Le lendemain, vous acceptez sa proposition, vous lui promettez 300 dollars et des prestations sexuelles pour qu'il vous aide à sortir. Le lendemain, le 1er janvier 2015, vous vous évadez avec l'aide de ce policier, après avoir pu contacter votre ami [B.]. Vous vous reposez chez lui jusqu'au 10 janvier 2015 et ce jour-là vous décidez de rentrer dans vos familles. Une fois chez vous votre famille vous insulte et vous menace, vous prenez alors la fuite et vous passez voir votre copain à son domicile. Vous entendez alors des cris, vous entendez que votre copain se fait tabasser. Vous appelez alors votre ami [B.] pour qu'il vienne vous aider, vous allez attendre à l'endroit où il passe vous prendre et votre copain vient vous rejoindre là. Dans la nuit du 10 au 11 janvier, votre copain commence à se sentir mal donc vous l'amenez à l'hôpital où il décède vers 6h du matin le 11 janvier 2015. Ce jour-là, vous partez vous réfugier chez la mère de Blanche, chez qui vous restez jusqu'à votre départ du pays.

A l'appui de votre demande d'asile vous déposez comme documents des prescription de kinésithérapie (farde documents présentés par le demandeur d'asile, document 1) et une attestation de suivi psychologique (farde documents présentés par le demandeur d'asile, document 2).

Le 6 juin 2016, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après le Commissariat général) a rendu une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire : celle-ci remet en cause votre orientation sexuelle et conclut que vous n'avez pas établi ni la réalité des faits invoqués, ni le bien-fondé de la crainte que vous avez alléguée. Le 6 juillet 2016, vous avez introduit un recours devant le Conseil du Contentieux des Étrangers (ci-après le Conseil). Le 5 octobre 2016, par son arrêt n°175823, le Conseil a conclu que les motifs de la décision se vérifient à la lecture du dossier administratif, qu'ils sont pertinents, qu'en démontrant l'absence de crédibilité du récit produit et, en relevant le caractère indigent de celui-ci, le Commissaire général a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles vous n'aviez pas établi à suffisance les raisons pour lesquelles vous craigniez d'être persécuté en cas de retour dans son pays.

Le 12 septembre 2023, sans avoir quitté le territoire du royaume de Belgique, après avoir fait l'objet d'un nouvel ordre de quitter le territoire avec obligation de maintien en vue d'un éloignement et l'annulation de deux rapatriements prévus, vous avez introduit une deuxième demande de protection. A l'appui de celle-ci, votre avocat indique qu'outre la stigmatisation dont les personnes homosexuelles font l'objet au Congo, il ressort du COI Focus du 24 juin 2021 sur l'homosexualité en République Démocratique du Congo que votre avocat verse que la violence homosexuelle s'est banalisée avec le confinement. Il mentionne également que la stigmatisation s'est empirée, que les associations ne peuvent plus venir en aide aux victimes et que deux projets ont été déposés en vue de la criminalisation de l'homosexualité. Vous avez également dit avoir reçu plusieurs messages à propos d'un avis de recherche vous concernant mais également des messages, entre 2018 et 2020, vous menaçant de mort non seulement de la part d'inconnus mais également de proches de feu votre copain ainsi que de sa famille. Vous dites également participer à des réunions et avoir des activités au sein d'une organisation « LGBT » à Bruxelles.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après examen de toutes les pièces de votre dossier administratif, force est de constater que votre deuxième demande de protection internationale ne peut être déclarée recevable.

En effet, conformément à l'article 57/6/2, §1er, alinéa 1er de la Loi sur les étrangers, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments ou faits apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande irrecevable.

En l'occurrence, force est de constater que votre deuxième demande de protection internationale s'appuie en partie sur des motifs que vous avez déjà exposés à l'occasion de votre première demande de protection.

Ainsi, vous avez dit (Dossier administratif, Document de l'Office des étrangers intitulé « Déclaration Écrite Demande Multiple ») craindre de retourner au Congo en raison de votre homosexualité. Vous avez aussi déclaré avoir reçu plusieurs messages à propos d'un avis de recherche vous concernant mais également des messages, entre 2018 et 2020, vous menaçant de mort non seulement de la part d'inconnus mais également de proches de feu votre copain ainsi que de sa famille. Vous dites également participer à des réunions et avoir des activités au sein d'une organisation « LGBT » à Bruxelles. Votre avocat dépose des informations objectives sur la situation des homosexuels au Congo (voir Dossier administratif, Documents, Inventaire).

Premièrement, quant aux messages vous informant d'un avis de recherche et contenant des menaces que vous dites (Dossier administratif, Document de l'Office des étrangers intitulé « Déclaration Écrite Demande Multiple ») avoir reçues entre 2018 et 2021, outre le fait que ces messages ne figurent pas au dossier administratif et que, partant, le Commissariat général ne peut pas prendre connaissance de leur teneur exacte, le Commissariat général constate **la tardiveté du dépôt de ces éléments dont vous aviez connaissance depuis cinq ans pour certains d'entre eux**. Dès lors, basant votre crainte sur ces messages, l'on comprend mal la raison pour laquelle vous attendez deux années, voire plus, et un nouvel ordre de quitter le territoire avec obligation de maintien en vue d'un éloignement, avant d'introduire votre deuxième demande de protection. Un tel comportement ne correspond pas au comportement d'une personne qui dit ne pas pouvoir retourner au Congo par crainte d'y subir des persécutions et permet de remettre totalement en cause la crédibilité de vos déclarations. Partant, ces éléments ne constituent pas de nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.

Ensuite, s'agissant des informations versées par votre avocat (voir Dossier administratif, Documents, Inventaire) – le COI Focus du 24 juin 2021 sur l'homosexualité en République Démocratique du Congo, les informations relatives à la stigmatisation croissante des homosexuels, le dépôt de deux projets visant à criminaliser l'homosexualité – force est de constater, à l'instar du Conseil à l'occasion de votre première demande de protection (voir arrêt n°175823), que, **dans la mesure où le Commissariat général n'est convaincu ni de votre orientation sexuelle, ni des faits de persécution allégués, de telles informations, ne permettent pas, en tout état de cause, de rétablir la crédibilité défaillante de votre récit**. Ce faisant, elles ne constituent pas de nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.

Enfin, vous avez dit (Dossier administratif, Document de l'Office des étrangers intitulé « Déclaration Écrite Demande Multiple ») **participer à des réunions et des activités d'une association « LGTB »**. Or, outre le fait que participer à des réunions d'une association « LGBT » ne suffit pas, en soi, à établir une orientation sexuelle, s'agissant des activités que vous dites mener en Belgique au sein d'une organisation LGBT, à nouveau, non seulement vous ne précisez pas le nom de l'association concernée lorsque la question vous est posée mais vous ne déposez aucun élément de nature à en attester.

*De telles déclarations ne peuvent suffire à constituer des éléments nouveaux **qui augmentent de manière significative** la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.*

Vous n'avez avancé aucun autre élément à l'appui de votre deuxième demande de protection internationale

C. Conclusion

Sur la base des éléments figurant dans votre dossier, je déclare votre demande de protection internationale irrecevable au sens de l'article 57/6/2, § 1er de la Loi sur les étrangers.

J'attire votre attention sur le fait que cette décision est susceptible d'un recours suspensif conformément à ce qui est prévu à l'article 39/70, alinéa 1er de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Ce recours doit être introduit dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision. Néanmoins, si vous vous trouviez en situation de maintien ou de détention ou étiez mis à disposition du gouvernement au moment de votre demande de protection internationale, le délai pour introduire un recours est de 5 jours à compter de la notification de la décision (article 39/57, § 1er, alinéa 2, 3° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lu conjointement avec l'article 74/8 ou 74/9 de la même loi).

J'informe la secrétaire d'état et son délégué qu'au vu des constatations qui précèdent et compte tenu de l'ensemble des faits pertinents liés aux demandes de protection internationale de l'intéressé et de l'ensemble du dossier administratif y relatif, il n'existe pas d'élément dont il peut ressortir qu'une mesure d'éloignement ou de refoulement de l'intéressé vers son pays de nationalité ou de résidence habituelle constituerait une violation du principe de non-refoulement au regard des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 ».

2. Rétroactes

2.1. Le requérant a introduit une première demande de protection internationale en Belgique le 5 novembre 2015, dans laquelle il invoque, en substance, une crainte de persécutions en raison de son orientation sexuelle. Cette demande a fait l'objet d'une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire prise par la partie défenderesse le 6 juin 2016, contre laquelle la partie requérante a introduit un recours devant le Conseil de céans. Ce dernier, par son arrêt n° 175 823 du 5 octobre 2016, a confirmé la décision de la partie défenderesse.

2.2. Le 12 septembre 2023, sans avoir quitté la Belgique, le requérant a introduit une deuxième demande de protection internationale dans laquelle il invoque la même crainte. Le 25 septembre 2023, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande ultérieure du requérant. Il s'agit de l'acte attaqué.

3. La requête

3.1. La partie requérante ne conteste pas le résumé des faits tel qu'il est exposé dans le point A de la décision entreprise.

3.2. La partie requérante prend un moyen unique de la violation « [...] de la violation des articles 48/3, 48/4 et suivants ainsi que de l'article 57/6/2 §1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi ») et de l'erreur manifeste d'appréciation ».

Dans une première branche, relative aux nouveaux éléments déposés à l'appui de la demande de protection internationale du requérant, la partie requérante rappelle à titre liminaire « [...] la difficulté de de [sic] prouver objectivement son orientation sexuelle » et notamment qu'il est « [...] toujours difficile d'oser contacter des proches pour aborder ce sujet tabou et, surtout, de les convaincre de rédiger une attestation qui confirmerait cette orientation. Ces difficultés sont d'autant plus importantes dans le chef du requérant que son compagnon a été tué à cause de leur homosexualité ».

Elle ajoute également qu' « *Il devient donc difficile, psychologiquement, de faire confiance et encore plus à un inconnu quand bien même est-il agent du CGRA. Dès lors, les imprécisions ou incohérences relevées lors que la première demande de protection internationale du requérant doivent sérieusement être relativisées* ».

Elle expose également qu'il « *[...] était dans l'intention du requérant d'introduire une deuxième demande d'asile et travaillait à cet égard à rassembler des éléments de preuves complémentaires* », et qu' « *Etant actuellement détenu en centre fermé, les possibilités pour apporter de nouvelles preuves sont extrêmement réduites vu le peu d'accès au monde extérieur* », éléments dont il y a lieu de tenir compte « *[...] dans l'appréciation des conditions pour obtenir une protection ou, et encore plus, pour apprécier l'incidence d'éléments nouveaux au stade de la seule recevabilité d'une demande de protection subsidiaire* ».

Elle énumère ensuite les diverses attestations de témoignages qui sont annexées au présent recours et en expose brièvement leur contenu. Elle estime ensuite qu' « *Au de ces nombreuses attestations, l'homosexualité du requérant ne peut plus sérieusement être mise en doute. De même, le décès de Monsieur [W.], compagnon du requérant à l'époque, en raison de leur homosexualité, ne peut être remise en cause vu les témoignages concordants* ».

Elle rappelle également avoir transmis à la partie défenderesse un rapport « *COI Focus du 24.06.2021 sur la situation des homosexuels en RDC* » et fait principalement grief à la partie défenderesse de ne pas avoir examiné ce document au motif que l'homosexualité du requérant ne serait pas démontrée, avant de reproduire un extrait de ce rapport en termes de requête.

Dans une seconde branche, relative aux « Conditions du statut de réfugié – octroi », la partie requérante soutient que « *Sur base de pièces produites par le requérant, le statut de réfugié doit lui être reconnu dès lors que :*

- *Les craintes du requérant en cas de retour en raison de son homosexualité sont démontrées.*

Le requérant a déjà subi des persécutions par le passé de sorte que de nouvelles en cas de retour doivent être présumées.

Le rapport déposé démontre qu'une personne homosexuelle a de sérieuse crainte de subir des persécutions en raison de sa seule orientation sexuelle.

- *Une protection des autorités congolaises est utopique outre le fait que les personnes homosexuelles risque de subir des persécutions des forces de l'ordre en allant porter plainte.*

- *Une fuite interne est impossible puisque l'homophobie est présente sur l'ensemble du territoire* ».

Dans une troisième branche, concernant la recevabilité de la demande de protection internationale, elle estime que « *[...] les nouveaux éléments déposés par le requérant justifient un nouvel examen du fondement de sa demande de protection* » et qu'il convient d'annuler la décision.

3.3. En conclusion, la partie requérante sollicite du Conseil, à titre principal, de reconnaître le statut de réfugié au requérant, et à titre subsidiaire, « *[...] de dire la demande de protection internationale du requérant recevable et renvoyer le dossier au CGRA* ».

4. Les éléments communiqués au Conseil

4.1 Outre une copie de la décision attaquée et une pièce relative au bénéfice du *pro deo*, la partie requérante annexe à sa requête divers documents qu'elle inventorie comme suit :

« [...] »

3. Attestation de Monsieur [M.L.B.]

4. Attestation de Monsieur [M.N.]

5. Attestation de Monsieur [M.T.L.S.]

6. Attestation de Monsieur [M.O.]

7. Attestation de Monsieur [A.L.M.]

8. Attestation de Madame [E.N.N.]

9. Attestation de Monsieur [J.B.]

10. Courrier du Conseil du requérant au CGRA du 15.09.2023

11. Courrier du Conseil du requérant au CGRA du 25.09.2023 ».

4.2. Par courrier électronique du 4 octobre 2023, la partie requérante dépose une note complémentaire à laquelle est jointe « *une nouvelle attestation de Monsieur [P.L.M.] avec une carte d'électeur en annexe pour attester de l'identité du rédacteur* » (v. dossier de la procédure, pièce n°11).

4.3. Le Conseil relève que le dépôt des nouveaux éléments énumérés ci-dessus est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil les prend dès lors en considération.

5. L'examen du recours

5.1. L'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 est libellé de la manière suivante :

« Après réception de la demande ultérieure transmise par le ministre ou son délégué sur la base de l'article 51/8, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments ou faits apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments ou faits, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande irrecevable. Dans le cas contraire, ou si le demandeur a uniquement fait auparavant l'objet d'une décision de culture prise en application de l'article 57/6/5, § 1er, 1°, 2°, 3°, 4° ou 5° le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande recevable ».

5.2. La partie défenderesse déclare irrecevable la seconde demande de protection internationale, introduite par le requérant.

Pour différents motifs (voy. ci-avant « 1. L'acte attaqué »), elle considère que les éléments exposés par le requérant n'augmentent pas de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de cette loi.

5.3. Le Conseil estime que les motifs de l'acte attaqué sont conformes au dossier administratif, sont pertinents et qu'ils suffisent à fonder la décision d'irrecevabilité, adoptée par la partie défenderesse.

5.4. Le Conseil considère que la partie requérante n'avance dans sa requête aucun élément susceptible d'énervier les motifs de la décision entreprise.

Ainsi, tout d'abord, le Conseil rappelle que la présente demande de protection internationale est basée sur les mêmes faits et motifs de craintes que ceux que le requérant invoquait lors de sa précédente demande de protection internationale. A cet égard, le Conseil rappelle que lorsqu'un demandeur introduit une nouvelle demande de protection internationale sur la base des mêmes faits que ceux déjà invoqués lors d'une précédente demande, laquelle a fait l'objet d'une décision de refus confirmée par le Conseil en raison, notamment, de l'absence de crédibilité du récit, le respect dû à l'autorité de la chose jugée n'autorise pas à remettre en cause l'appréciation des faits à laquelle le Conseil a procédé dans le cadre de cette demande antérieure, sous réserve de l'invocation d'un nouvel élément établissant que cette évaluation eût été différente s'il avait été porté en temps utile à la connaissance du Conseil.

En l'occurrence, dans son arrêt n°175 823 du 5 octobre 2016 clôturant la première demande de protection internationale du requérant, le Conseil avait remis en cause la crédibilité des faits que le requérant invoquait à l'appui de ses craintes de persécution et risques d'atteintes graves, en l'occurrence son homosexualité, son arrestation et le décès de son compagnon allégué.

Par conséquent, il y a lieu d'apprécier si les nouveaux éléments présentés par le requérant à l'appui de la présente demande de protection internationale possèdent une force probante telle que le Conseil aurait pris une décision différente s'il en avait eu connaissance en temps utile

5.5.1. D'emblée, s'agissant des développements préliminaires de la requête relatifs à la difficulté « [...] *de rassembler des éléments de preuves complémentaires* », force est de constater que le requérant a déposé, tant à l'appui de sa seconde demande de protection internationale, qu'à l'appui du présent recours et par le biais d'une note complémentaire, divers documents en vue d'étayer sa seconde demande et qu'il n'est, en tout état de cause, pas soutenu que le requérant aurait souhaité déposer un

ou des autres documents spécifiques. Par conséquent le Conseil ne perçoit pas la pertinence de ces développements.

5.5.2. Ensuite, le Conseil estime que la partie défenderesse a pu valablement estimer que les déclarations du requérant selon lesquelles il aurait reçu plusieurs messages à propos d'un avis de recherche le concernant et contenant également des menaces, ne permettent pas de remettre en cause l'appréciation des faits qui avait été précédemment effectuée par elle – et par le Conseil en suite – dès lors que ces messages ne figurent pas au dossier administratif et qu'elle ne peut dès lors pas prendre connaissance de leur teneur exacte, et que, de surcroît, ces messages auraient été envoyés au requérant entre 2018 et 2021 sans que le requérant ne s'en prévale avant la présente demande introduite en 2023. Au surplus, force est de constater que ce motif de l'acte attaqué n'est nullement contesté en termes de requête.

Le Conseil relève également que la partie requérante ne remet nullement en cause le motif de l'acte attaqué concernant la participation alléguée – car non étayée – du requérant à des réunions et des activités d'une association « LGBT », laquelle ne peut suffire à établir une orientation sexuelle.

Aussi, concernant le COI focus du 24 juin 2021 sur l'homosexualité en République Démocratique du Congo (ci-après RDC) déposé à l'appui de sa demande, si la partie requérante estime que « [...] *ce rapport permettait au CGRA de confronter les déclarations du requérant aux données reprises dans le rapport et ainsi procéder à un examen de crédibilité : est-ce que les dires du requérant paraissent conformes par rapport aux éléments du rapport ?* », le Conseil estime, à l'instar de la partie défenderesse, que dès lors que le récit allégué par le requérant lors de sa première demande a été jugé non crédible – et que par conséquent l'homosexualité du requérant n'a pas été établie –, ce rapport général ne saurait en tout état de cause rétablir la crédibilité défailante du récit du requérant.

Enfin, concernant les diverses attestations portant témoignages, accompagnées de documents tendant à établir l'identité de ces témoins et déposées aux différents stades la procédure (en annexe à la requête et par le biais de la note complémentaire), le Conseil considère qu'elles ne permettent pas de convaincre de la réalité de l'homosexualité du requérant, du décès de son compagnon en RDC et des recherches qui seraient menées à son encontre dans son pays d'origine. En effet, ces témoignages émanent de personnes privées ce qui limite le crédit qui peut être accordé à ces témoignages dès lors que le Conseil n'est pas en mesure de vérifier la fiabilité et la sincérité de leurs auteurs ainsi que les circonstances dans lesquelles ces témoignages ont été rédigés. De plus, le contenu de ces témoignages est très succinct, très peu circonstancié et ne suffit pas à établir la crédibilité des faits allégués par le requérant. Le fait que lesdits témoignages soient nombreux ne permet pas modifier les constats qui précèdent.

5.6. Le Conseil estime que les développements qui précèdent sont déterminants et pertinents et permettent valablement de conclure que le requérant ne présente aucun nouvel élément ou fait qui augmente de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié ou à la protection subsidiaire, à raison des faits allégués.

5.7. En conclusion, le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi la partie défenderesse a violé les dispositions légales ou commis une erreur manifeste d'appréciation ; il estime au contraire que la partie défenderesse a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles elle parvient à la conclusion que les éléments nouveaux n'augmentent pas de manière significative la probabilité que le requérant puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi. Dès lors, la présente demande d'asile est irrecevable.

5.8. Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi du moyen de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande.

5.9. Au demeurant, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté la demande d'asile. La demande d'annulation formulée par la requête est dès lors devenue sans objet.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

Le recours est rejeté.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix octobre deux mille vingt-trois par :

C. CLAES,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
-----------	---

P. MATTA,	greffier.
-----------	-----------

Le greffier,	La présidente,
--------------	----------------

P. MATTA	C. CLAES
----------	----------